



SANS LE FRONT NATIONAL, HOLLANDE N'AURAIT PAS « RÉGNÉ » PLUS DE 6 MOIS !

Alors que le Capital continue à étendre violemment sa domination et sa prédation sur toutes les sphères de la société, alors qu'un président de la République n'a jamais été aussi détesté par ses concitoyens, jamais dans les nombreuses luttes actuelles le mot d'ordre « *démission* » n'est repris. Le Travail n'étant pas représenté par les partis institutionnels, la simple idée de revoter terrifie ; et si le Front National passait en tête ? À croire que l'annulation des élections de 2017 pourrait nous soulager ! Ainsi, pour contenir et dévoyer la colère, le Capital a son outil : le Front National qui ne met jamais en cause les mécanismes du profit capitaliste et les fondements du système.

Les élus nationaux, voire régionaux, quel que soit leur parti, sont soumis au Capital et ne sont là que pour faire illusion de démocratie ; en effet, toutes les annonces ou décisions des gouvernements successifs, tous les votes du parlement vont systématiquement dans le sens des intérêts du Capital. Du coup, les mobilisations multiples se heurtent systématiquement au cadre institutionnel, conçu pour servir et sauvegarder en toute situation le système capitaliste. Autrement dit, gagner reviendrait à faire tomber le pouvoir en place. Cela entraîne désarroi et désespérance. Le Travail, qui est seul à produire toutes les richesses, doit trouver en son sein les moyens de son émancipation et de son affirmation, en tant que tel, sur le terrain politique afin de faire éclater ces verrous institutionnels garants de notre domination.

IL EST URGENT D'EN FINIR AVEC LE CAPITAL

Les crises économiques sont inévitables dans le système capitaliste, comme l'avaient démontré Marx et beaucoup d'autres. La suraccumulation du Capital ne peut conduire qu'à cela. Mais l'origine de la crise qui nous frappe aujourd'hui démontre encore davantage l'aspect inhumain de ce système : la spéculation immobilière sur les ménages étasuniens les plus pauvres, devenus insolubles comme cela était prévisible. Désormais, le total des emprunts sur la planète est devenu 75 fois plus important que les richesses réellement créées. Les institutions financières au service du Capital ont cyniquement décidé d'en étendre les effets à l'économie mondiale pour se rembourser sur le dos des peuples. Les gouvernements occidentaux, à leur service, ont transformé cette créance privée en dette publique des États. Ce faisant, ils ont renforcé une arme redoutable contre les acquis des populations. S'est alors accélérée une politique ouvertement en faveur du Capital, faite de lois antisociales, de cadeaux fiscaux, d'exonérations de cotisations sociales, de plans de licenciements, mettant les pays sous la coupe des marchés financiers.

La généralisation du « *libre échangisme* » se voulant sans barrières et sans possibilité d'intervention des peuples pour faire valoir leurs droits, baptisé pudiquement « *mondialisation* », a franchi dès lors une nouvelle étape. Outil essentiel du Capital, l'UE a joué et joue pleinement son rôle pour dessaisir les peuples de leur pouvoir d'intervention politique en niant leur souveraineté dans les cadres historiquement constitués. Elle a été conçue pour ça. Elle ne peut être orientée pour faire autre chose.

La situation ainsi créée a aiguisé l'appétit expansionniste des capitalistes pour mettre la main sur les richesses de toute la planète, au mépris des droits des peuples souverains sur leur territoire. Ainsi s'explique la multiplication des interventions militaires meurtrières ces dernières années au nom du prétexte fallacieux de la défense des droits de l'homme. Cela s'appelle l'impérialisme, stade suprême du capitalisme. Il n'a pas fini de nuire et peut conduire à la fin de l'humanité.

LA RIPOSTE POPULAIRE EXISTE ET CHERCHE À ÊTRE EFFICACE

En 2009 et en 2010, les mobilisations ont été massives, animées par le mot d'ordre « *La crise, c'est eux, la solution, c'est nous !* ». Malgré les tentatives des directions des organisations institutionnalisées d'en amoindrir la portée, l'esprit de ces mobilisations est toujours là. Il pose la question de la nécessité de l'augmentation massive et générale, directe et socialisée, des salaires, de la promotion des services publics et

du financement socialisé de la protection sociale, comme exemple à étendre à d'autres sphères de la société pour contrer les prétentions du Capital.

Mais là ne s'arrêtent pas les potentiels de ces luttes qui continuent depuis – malgré l'absence d'impulsion de ceux investis de la responsabilité de les faire converger. La conscience grandit ; seul le Travail crée des richesses ; il est donc légitime à décider de leur utilisation, et pourtant il est exclu du pouvoir. Et cette légitimité qui grandit détruit d'autant celle de ceux qui gouvernent dans la forfaiture la plus totale.

Le point commun de ceux qui agissent est un attachement indéfectible à la démocratie et à son cadre d'expression issu de la Révolution de 1789, la République. Pourtant, les institutions politiques françaises mises en place en 1958 et maintenant celles européennes cadent toutes possibilités d'une expression démocratique. Ainsi, le Capital qui les a créées dans ce but assure sa suprématie pour asservir le Travail et pour lui confisquer les richesses qu'il crée. Elles réduisent les idéaux progressistes que peut porter la notion de Gauche à chercher des solutions dans un cadre toujours plus réduit, elles excluent les travailleurs des lieux de décision, et sont une machine infernale pour briser les luttes au nom du respect de la légitimité des élus qui votent pourtant des lois contre l'intérêt populaire majoritaire.

AUCUNE DICTATURE, FUT-ELLE D'APPARENCE DÉMOCRATIQUE, NE PEUT DURER SANS CADRAGE DE SES OPPOSANTS

Ainsi les pouvoirs successifs ont compris l'utilité dans notre pays, d'un courant idéologique d'extrême droite pour dévoyer la colère et le désespoir. Non seulement cela permet de les contenir dans le « *cadre* », mais en plus cela protège le cadre lui-même. Car comme dans toute institution à visage démocratique, si personne ne participe au vote, l'institution devient de fait caduque et c'est tout le régime totalitaire mis en place par le Capital qui tombe. Et nous l'avons vu lors des dernières élections européennes où tous ceux qui se sont abstenus se sont vus accusés d'avoir fait le jeu du Front National ! Au passage, ces détracteurs sont beaucoup moins regardants sur la montée fasciste en Ukraine soutenue par l'occident et la France... Il faut voir l'énergie déployée par la classe dominante pour nous faire voter afin de légitimer ses institutions totalitaires... Dans certains pays, c'est même obligatoire ! Nous aimerions autant d'acharnement pour les élections prud'homales.

Le pouvoir socialiste en use, mais ce n'est pas nouveau ; rappelons-nous de la déclaration de Bérégovoy, 1^{er} ministre en 1993 : « *nous avons tout intérêt à pousser le FN, cela rend la Droite inéligible* ». Face aux luttes contre les projets gouvernementaux dictés par le Capital, le pouvoir répond « *pas de négociations* » hors du cadre imposé. Dès lors, toute velléité d'une confrontation prolongée pour imposer un autre cadre conforme aux véritables revendications défendues dans les luttes se voit soumise au chantage à la « *chute* » du gouvernement conduisant à des élections législatives anticipées qui favoriseraient le FN. Ainsi toutes les organisations, politiques ou syndicales, institutionnalisées ou qui veulent rester dans le cadre actuel, en sont neutralisées de fait.

Au lieu de diaboliser le FN, conduisant de fait à un appel déguisé à l'unité nationale des républicains au nom de la lutte contre le fascisme, il faudrait en caractériser la nature : **le FN est une béquille du Capital pour dévoyer le mécontentement légitime, diviser les créateurs de richesses suivant leur nationalité, et ainsi participer à empêcher les convergences tout en évitant que le Travail prenne conscience de son rôle propre.** Le Travail est exclu des institutions du Capital. Les rendre illégitimes est une condition indispensable pour sortir du capitalisme. Ceux qui sont au pouvoir ne sont pas élus et ceux qui sont élus ne sont pas au pouvoir, mais participent à la farce. Le Travail ne peut être représenté que par lui-même et n'oublions jamais que ce n'est pas parce que le Capital pose des urnes qu'il y a démocratie !

C'est pour contribuer à ouvrir d'autres perspectives que ROUGES VIFS IDF existe. C'est dans cette logique que nous relançons notre site internet. Parce que nous sommes le Peuple et que nous sommes légitimes à être le pouvoir de décider !

Le 28 novembre 2014